



REPUBLIQUE DE DJIBOUTI  
Unité – Egalité – Paix

**RAPPORT D'ÉVALUATION**

DE LA

**STRATEGIE NATIONALE DE  
DEVELOPPEMENT DE LA  
STATISTIQUE**

**2011-2015**

**DE LA REPUBLIQUE DE  
DJIBOUTI**

JANVIER 2015



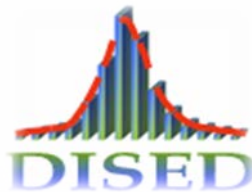


PRIMATURE



COMMISSARIAT AU PLAN CHARGE DE LA STATISTIQUE

DIRECTION DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES



**RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE  
DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE DE LA REPUBLIQUE DE  
DJIBOUTI**

**Djibouti, Janvier 2015**



## REMERCIEMENT

Le Commissaire au Plan chargé de la Statistique et le Directeur de la DISED tiennent à remercier le PNUD, AFRISTAT et PARIS21 d'avoir apporté leurs appui aux travaux de l'évaluation finale de la mise en œuvre de la SNDS 2011 – 2015. Ils remercient en particuliers leurs experts MM. Rudolphe Petras, Coordonnateur régional au Secrétariat de PARIS21, Oumarou El Hadj Malam Soule, Expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques à AFRISTAT, Sekou Tidiani Konate, Expert du PNUD, Conseiller du Directeur de la DISED chargé de la coordination de la SNDS et Luc Mbong Mbong, Consultant international Senior PARIS21.

Ils remercient également l'ensemble des départements ministériels, des départements sectoriels et techniques, des organisations internationales et l'ensemble des experts nationaux qui ont été sollicités et qui ont contribué activement aux travaux de la présente évaluation.

## Table des matières

Abréviations et sigles.....	7
I. Introduction.....	9
I. Présentation sommaire de la SNDS 2011-2015 : Contexte, processus d'élaboration et contenu.....	11
I.1. Contexte .....	11
I.2. Méthodologie et processus d'élaboration de la SNDS 2011-2015.....	11
II. Impact de la SNDS sur la production statistique .....	13
III. Examen des résultats de la mise en œuvre de la SNDS 2011-2015 .....	15
III.1 Financement de la SNDS 2011-2015 .....	15
III.2 Résultats obtenus.....	15
V. Conclusion et recommandations .....	23
V.1. Conclusion .....	23
V.2. Recommandations .....	24
Annexe 1. Evaluation de la mise en œuvre des objectifs de la SNDS 2011-2015 .....	27
Annexe 2. Répartition des coûts du projet du SDS 2011-2015 par domaine statistique.....	41
Annexe 3. Programme de la mission d'évaluation de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) 2011-2015, Djibouti 17 – 22 janvier 2015 .....	42
Annexe 4. Liste des personnes rencontrées.....	44
Annexe 5. Liste des documents remis à - et consultés par - la mission .....	48
Annexe 6. 10 Principes essentiels pour une bonne SNDS.....	49



## Abréviations et sigles

AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AN	: Assemblée nationale
BAD	: Banque africaine de développement
BCD	: Banque centrale de Djibouti
BCR	: Bureau central du recensement
BM	: Banque mondiale
CC	: Chambre de commerce
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
CPSM	: Comité de programmes statistiques et de méthodologies
CSS	: Conseil supérieur de la statistique
DEPC	: Direction des études, de la planification et de la coopération internationale
DESI	: Direction de l'épidémiologie et du système d'information sanitaire
DINAS	: Direction nationale de la statistique
DISED	: Direction de la statistique et des études démographiques
DQAF	: Data Quality Assessment Framework (cadre d'évaluation de la qualité des données)
EDAM	: Enquête djiboutienne auprès des ménages
EDIM	: Enquête djiboutienne à indicateurs multiples
EDS	: Enquête démographique et de santé
FAD	: Fonds africain de développement
FDJ	: Franc Djibouti
FFOM	: Forces – Faiblesses – Opportunités - Menaces
FMI	: Fonds monétaire international
IDR	: Informing a Data Revolution (Renseigner la révolution des données)
IGAD	: Intergovernmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
INDS	: Initiative nationale pour le développement social
IPC	: Indice des prix à la consommation
IS	: Indicateurs sociaux
MAEM-RH	: Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la mer, chargé des ressources hydrauliques
MEFPP	: Ministère de l'économie, des finances et de la planification, chargé de la privatisation
MICS	: Multisectoral indicators Cluster Survey (Enquête à indicateurs multiples)
ODD	: Objectifs de développement durable
OMD	: Objectifs du millénaire pour le développement
PARIS21	: Partenariat statistique au service du développement au 21ème siècle
PIB	: Produit intérieur brut
PNUD	: Programme des Nations unies pour le développement
PTF	: Partenaire technique et financier
QUIBB	: Questionnaire unifié des indicateurs de base du bien être
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitat
SCAPE	: Stratégie pour la Croissance Accélérée et la Promotion de l'Emploi
SCN 2008	: Système de comptabilité nationale 2008

SCN 93	: Système de comptabilité nationale 1993
SDS	: Schéma directeur de la statistique
SGDD	: Système général de diffusion des données du FMI
SHaSA	: Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique
SIG	: Système d'information géographique
SIS	: Système d'information sanitaire
SNDS	: Stratégie nationale de développement de la statistique
SNIS	: Système national d'information sanitaire
SSN	: Système statistique national
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
UNFPA	: Fonds des Nations unies pour la population
UNICEF	: Fonds des Nations unies pour l'enfance



## I. Introduction

Ce rapport est rédigé à la suite de la mission conjointe d'évaluation de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) 2011-2015 de la République de Djibouti entreprise par le Secrétariat du Partenariat statistique au service du développement au 21<sup>ème</sup> siècle (PARIS21), l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) et le Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Djibouti, en réponse à la requête du Commissariat au Plan chargé des Statistiques et de la Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques (DISED).

Les travaux de la mission consistaient à :

- ✚ examiner avec les autorités nationales, les résultats obtenus pour chaque objectif opérationnel prévu et pour chaque domaine statistique retenu dans la SNDS 2011-2015 en vue d'en déterminer le niveau d'atteinte sur la base de l'exécution des actions initialement envisagées ;
- ✚ examiner le cadre institutionnel et les conditions de mise en œuvre de la SNDS notamment les ressources humaines, matérielles et financières ainsi que les partenariats ;
- ✚ évaluer le niveau d'appropriation de la SNDS par les acteurs du système statistique national (producteurs et utilisateurs) d'une part, les partenaires techniques et financiers d'autre part ;
- ✚ proposer des recommandations pour la prochaine SNDS de Djibouti.

L'évaluation de la SNDS se situe à un moment important qui doit être qualifié de phase-clé du développement des activités statistiques à Djibouti avec un appareil statistique appelé à connaître des mutations pour satisfaire aux besoins des utilisateurs. En effet, après la création de la DISED en 2002 avec une double fonction (i) d'établissement des principaux produits statistiques requis pour le pilotage de l'économie nationale (comptes nationaux, statistiques économiques de base, enquêtes statistiques, etc.) et (ii) d'organisation statistique (coordination, harmonisation, etc.), la République de Djibouti a poursuivi la redynamisation de son système statistique national (SSN) par l'adoption en 2011 de la Loi statistique N°124/AN/11/6<sup>ème</sup>L qui définit l'organisation de l'activité statistique et de l'organisation du SSN.

La mission d'évaluation s'est déroulée suivant une méthodologie basée sur les discussions techniques avec les principales structures du Système statistique national notamment les ministères en charge du budget, de l'économie et des finances, de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, de la santé, du travail chargé de la réforme de l'administration, de la promotion de la Femme, de l'agriculture, l'agence nationale de l'emploi, le Secrétariat d'Etat à la solidarité nationale, l'Université de Djibouti, la Banque centrale de Djibouti et la Chambre de commerce.

La mission a tenu des séances de travail avec les hauts responsables de l'administration et la plupart des PTF notamment la France (Service de coopération et d'action culturelle et Agence française de développement), le Système des Nations unies (SNU), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Les questions abordées au cours des entretiens ont porté sur la connaissance de la SNDS 2011-2015, le degré d'implication dans son élaboration et sa mise en œuvre, les problèmes rencontrés, l'appropriation, les propositions pour la nouvelle SNDS, la place du SSN en matière de suivi-évaluation.

D'autres questions ont été abordées notamment les problèmes institutionnels, le financement de la statistique à Djibouti, la priorisation des activités statistiques et l'archivage.

En plus de cette introduction, le présent rapport comporte quatre autres parties : la présentation sommaire de la SNDS 2011-2015 (contexte, approche méthodologique et contenu); l'impact de la stratégie nationale de développement de la statistique sur la production statistique ; l'examen des résultats de la mise en œuvre de la SNDS 2011-2015; la matrice des leçons et des actions; et la conclusion et les recommandations.

## **I. Présentation sommaire de la SNDS 2011-2015 : Contexte, processus d'élaboration et contenu**

### **I.1. Contexte**

L'élaboration de la SNDS 2011-2015 était largement justifiée dans un contexte où la production du SSN était inadaptée aux besoins des utilisateurs internes et externes et ce, du fait (i) d'un cadre légal et réglementaire caractérisé par la Loi statistique N°196/AN/81 devenu obsolète et (ii) d'un Comité de coordination statistique non fonctionnel et peu représentatif des producteurs et utilisateurs du SSN.

Le SSN faisait face à des déficits en ressources humaines (en qualité et en quantité) et en ressources matérielles et financières, la plupart des opérations d'envergure étant financées par des ressources extérieures. C'est dans ce cadre que le pays s'est doté de la SNDS 2011-2015 qui a fait l'objet de la Loi N° 123/AN/11/6<sup>ème</sup> L. Cette SNDS traduit l'adhésion de Djibouti à la dynamique créée par l'adoption au niveau continental du Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique (CSRR). Il convient toutefois de rappeler que le pays avait connu une première expérience en matière de planification stratégique avec l'élaboration du premier Schéma directeur de la statistique en 1997 dans le cadre du Projet d'appui institutionnel à la Direction nationale de la statistique (DINAS) et au Plan financé par la Banque africaine de développement.

### **I.2. Méthodologie et processus d'élaboration de la SNDS 2011-2015**

L'adoption de la SNDS 2011-2015 a été précédée par l'élaboration de la SNDS 2006-2010 recommandée au cours des travaux d'élaboration du Document de réduction de la pauvreté (DSRP) 2003. Avant l'adoption de la SNDS 2006-2010, le pays s'était doté d'un nouveau cadre de planification stratégique appelé Initiative pour le développement social (INDS) en remplacement du DSRP. Il était donc devenu nécessaire d'actualiser la SNDS 2006-2009 qui portait désormais sur la période 2009-2013. Après une deuxième actualisation en 2011, la nouvelle période couverte par la SNDS était 2011-2015. Ainsi donc, la SNDS de Djibouti est un élément important pour le suivi-évaluation du DSRP et de l'INDS.

PARIS21 a défini une liste de principes qui servent de « guide » à l'élaboration des SNDS (voir annexe 5). Si l'on inclut les activités relatives à la SNDS qui se sont déroulées depuis 2004, il


convient d'indiquer que la SNDS 2011-2015 a été élaborée suivant un processus participatif incluant les acteurs statistiques nationaux et les PTF qui appuient les activités statistiques dans le pays. Le processus d'élaboration de la SNDS 2011-2015 a comporté l'établissement des outils importants ci-après validés à l'issue des travaux et ateliers<sup>1</sup> pour la plupart sur financement des PTF notamment le PNUD, PARIS21, la BAD, la CEA et AFRISTAT :

1. Le diagnostic du SSN en 2004 qui a été validé en septembre 2004 lors d'un atelier national ;
2. L'étude sur la formulation des stratégies de renforcement des capacités statistiques du SSN de Djibouti validée en avril 2005 ;
3. Feuille de route pour la SNDS en février 2005 ;
4. Rapport préliminaires sur la vision et les orientations stratégiques du développement de la statistique à Djibouti en juin 2005 ;
5. Cahier de charges du SSN en octobre 2005 ;
6. Proposition de programme de production et de plans d'actions sectoriels en novembre-décembre 2005.

### I.3. Contenu

Elaboré conformément aux directives de PARIS21 notamment en ce qui concerne (i) le processus participatif incluant toutes les parties prenantes du SSN nationaux et les PTF, (ii) les différentes phases et les produits sanctionnant chaque phase et leur validation, la SNDS 2011-2015 dont le coût est de 3,6 milliards de francs djiboutiens (FDJ) (20,4 millions de dollars américains), est un document de synthèse qui définit la vision et la mission<sup>2</sup> du SSN et se décline en cinq (5) axes stratégiques croisés avec cinq objectifs stratégiques:

<p><b>Encadré Vision du SSN définie par la SNDS 2011-2015 :</b> Devenir un système statistique national décentralisé (avec un organe central fort) mais intégré et coordonné, efficace et efficient, capable de répondre durablement aux besoins prioritaires en matière de conception, de mise en œuvre, de suivi-évaluation des politiques, plans, programmes et projets, et d'éclairer le débat démocratique pour un progrès rapide de la société.</p>
---

 Axe 1 : Renforcement du dispositif institutionnel

<sup>1</sup> Cette liste ne suit pas forcément un ordre chronologique mais permet de voir les étapes du processus d'élaboration de la SNDS 2011-2015

<sup>2</sup> *Mission du SSN définie par la SNDS 2011-2015 : « Produire et diffuser les informations statistiques de qualité sur les tendances économiques, sociales, environnementales et de gouvernance, répondant aux normes régionales et internationales, pertinentes pour le développement socio-économique, la démocratie et la bonne gouvernance du pays »*

- ✚ Axe 2 : Renforcement des capacités humaines pour un système statistique plus efficace
- ✚ Axe 3 : Amélioration de la qualité, de la quantité et de la régularité des statistiques produites
- ✚ Axe 4 : Amélioration de la diffusion et de la promotion de l'utilisation des statistiques
- ✚ Axe 5 : Durabilité du financement des activités statistiques.

Les cinq objectifs stratégiques (OS) sont :

- ✓ OS1 : Etablir un nouveau cadre réglementant les activités statistiques et organisant la coordination du système statistique national (SSN)
- ✓ OS2 : Développer en quantité et en qualité les ressources humaines affectées au SSN
- ✓ OS3 : Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites
- ✓ OS4 : Favoriser l'accès aux données et promouvoir la culture statistique du SSN

Pour chaque objectif stratégique, des objectifs opérationnels qui sont comme des cibles ont été définis avec des résultats attendus dans les différents domaines statistiques (voir annexe 1). Ainsi l'OS1 compte quatre cibles, l'OS2 deux cibles, l'OS3 seize cibles et l'OS4 quatre cibles.

La SNDS comprend un plan d'action 2011-2015 avec des coûts (3,6 milliards de francs djiboutiens) déclinés par année (cf annexe 2). Les mécanismes de mise en œuvre prévoyaient (i) la mise en place d'un dispositif de pilotage comprenant le Conseil supérieur de la statistique (CSS) et le Comité de programmes statistiques et de méthodologies (CPSM), et (ii) le suivi-évaluation de la mise en œuvre de la SNDS.

Au regard des secteurs retenus dans la SNDS 2011-2015, on peut affirmer que les thématiques émergentes telles que les changements climatiques et l'environnement non pas été prises en compte. Il en est de même du genre.

## **II. Impact de la SNDS sur la production statistique**

L'impact le plus important de la SNDS sur la production statistique concerne la coordination et l'harmonisation. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la création, par la loi statistique n° 124 /AN/11 du 20 novembre 2011, des organes de coordination même s'ils sont toujours inopérants en attendant la signature des décrets d'application.

Le premier schéma directeur de la statistique de Djibouti élaboré en 1997 avait déjà permis à la DINAS de se positionner comme maillon central du dispositif statistique du pays mais en raison de l'urgence du moment, il était surtout orienté vers les statistiques économiques et les comptes de la nation. Les travaux d'élaboration de la SNDS 2011-2015 ont bénéficié des directives de PARIS21 en la matière et ont donc permis une plus grande intégration des statistiques sectorielles dans le périmètre de cette stratégie.

La SNDS est un cadre de synthèse qui permet au SSN de remplir de façon efficace les deux fonctions essentielles de coordination et d'harmonisation dès lors que d'une part, elle est élaborée sur la base d'une vision claire et des objectifs réalistes, et que d'autre part, les moyens nécessaires ont été mobilisés pour exécuter les activités retenues pour chaque axe stratégique. Dans le cas de la République de Djibouti, en plus de la loi statistique en vigueur, la SNDS a fait l'objet d'une loi ratifiée par l'Assemblée nationale et promulguée par le Président de la République.

En raison de l'importance du rôle qu'il attache aux activités statistiques, le gouvernement a créé le Commissariat au Plan chargé de la statistique dirigé par un Commissaire qui a rang de ministre. La République de Djibouti a aussi adhéré à AFRISTAT (Loi N° 176/AN/12/6<sup>ème</sup>L) avec pour objectif de bénéficier des appuis techniques en matière de renforcement de capacité statistique que dispense cette institution.

Toutes les dispositions ainsi prises par le gouvernement visent à permettre au SSN de faire face aux différents défis aux niveaux interne et externe. Le SSN doit répondre entre autres, aux besoins en informations requises pour (i) le suivi-évaluation et la mise en œuvre des instruments de politique économique et social tels que le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) en 2003, l'Initiative nationale pour le développement social (INDS) lancée en 2007, la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2015-2019 et les stratégies sectorielles; et (ii) le suivi de la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). En outre, le SSN doit répondre aux demandes en informations statistiques exigées par le Programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique), le Système général de diffusion des données (SGDD) du Fonds monétaire international (FMI), les communautés économiques régionales notamment le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

En plus du diagnostic du SSN qui a fait ressortir les maillons faibles de l'appareil statistique à renforcer notamment les ressources humaines et les comptes économiques, la SNDS a permis de rationaliser les choix en matière de priorisation des activités statistiques dans un contexte de moyens réduits. Grâce à cette rationalisation, le SSN de Djibouti a pu consacrer l'essentiel des moyens disponibles à (i) la formation des statisticiens et démographes à l'Université de Djibouti et à l'IFORD de Yaoundé, (ii) la production des statistiques requises pour le suivi des conditions de vie des ménages, le calcul des seuils de pauvreté et d'autres indicateurs sociaux obtenus grâce aux enquêtes statistiques. Au nombre de ces enquêtes, il faut noter (i) la 3<sup>ème</sup> Enquête djiboutienne auprès des ménages pour les indicateurs sociaux (EDAM3-IS) en 2012, (ii) la 2<sup>ème</sup> Enquête djiboutienne sur la santé de la famille en 2012, (iii) l'Enquête djiboutienne auprès des ménages, budget-consommation en 2013, (iv) l'Enquête de nutrition en 2013, (v) l'Enquête de couverture vaccinale (ECV) en 2014, et (vi) l'Analyse globale de la vulnérabilité de la sécurité alimentaire et de la nutrition (AGVSAN) en 2014.

### **III. Examen des résultats de la mise en œuvre de la SNDS 2011-2015**

#### **III.1 Financement de la SNDS 2011-2015**

La mise en œuvre de la SNDS 2011-2015 a particulièrement souffert d'un manque de financement (interne et externe) sécurisé. Aussi dans le cadre du présent rapport, il est très difficile de rendre compte du taux d'exécution en termes financiers des coûts du projet (3,6 milliards de FDJ) qui figurent dans l'annexe 2. Seuls les secteurs de la santé et de l'éducation pour lesquels les financements étaient sécurisés bien avant 2011 et la formation appuyée par des PTF ont pu être exécutés sans beaucoup de difficultés. Le budget national a servi à couvrir environ 90% les dépenses de fonctionnement alors que plus de 90% des dépenses d'investissement a été supporté par les projets financés par les bailleurs de fonds. Cette situation expose le développement de la statistique au risque lié aux incertitudes des financements extérieurs. L'essentiel des enquêtes socio-économiques menées par la DISED a été financé par les PTF. En conclusion, les fonds mobilisés pour la mise en œuvre de la SNDS 2011-2015 ont été insuffisants et ceci a constitué un handicap pour la réalisation des activités retenues.

#### **III.2 Résultats obtenus**

L'analyse des résultats obtenus durant la période couverte par la SNDS 2011-2015 est faite par domaine statistique pour chaque objectif stratégique (cf. annexe 1).

## **OS1 : Etablir un nouveau cadre réglementant les activités statistiques et organisant la coordination du système statistique national**

En ce qui concerne la **gouvernance générale**, les résultats obtenus sont mitigés. En effet, l'atteinte de l'objectif opérationnel visant à « mettre à jour les textes réglementaires et la réforme institutionnelle » reste partielle dans la mesure où la Loi statistique n° 124 /AN/11 du 20 novembre 2011 a été adoptée mais les décrets d'application ne sont pas encore signés.

De même, dans le **domaine de la coordination**, l'objectif opérationnel visant à « mettre en place un système de coordination technique effective » n'a pas été totalement atteint puisqu'en l'absence de décrets d'application, les organes de coordination devant accompagner la mise en œuvre de la SNDS n'ont pas été mis en place et le système est resté inopérant. La faible coordination a été signalée comme le plus grand problème dont souffre le SSN. Au titre des actions envisagées, il faut indiquer que (i) avec l'adhésion de la République de Djibouti à AFRISTAT, ce pays va utiliser les nomenclatures d'activités, de produits et d'autres produits statistiques harmonisés des pays membres de cette organisation ; (ii) la réalisation d'un schéma de protocole d'échanges de données entre les composantes du SSN est amorcée avec DevInfo ; et (iii) les comités ad hoc sectoriels n'ont pas été créés.

Au titre du **renforcement institutionnel**, neuf (9) activités étaient envisagées sous l'objectif opérationnel visant à « restructurer la DISED pour répondre aux enjeux de la nouvelle loi statistique. Seules trois ont connu une réalisation partielle à savoir les « conseils et appuis techniques à la DISED » par le truchement de l'intervention des consultants dans divers domaines, la formation des cadres managériaux et l'adhésion de Djibouti à AFRISTAT mais au moment de la mission les droits d'entrée n'étaient pas encore acquittés par le pays. Au final donc, les résultats escomptés n'ont été que partiellement obtenus en particulier l'environnement de travail n'est pas encore optimal.

Aucune activité dans le domaine de la planification - si on excepte la mission d'évaluation - n'a été exécutée et comme résultat, l'objectif visant à « assurer le suivi de la mise en œuvre de la SNDS 2011-2015 » n'a pas été atteint. La mission d'évaluation constitue l'activité finale prévue au titre de la planification.



***Conclusion : l'objectif stratégique N° 1 a été partiellement atteint mais les acquis doivent être consolidés au cours de la prochaine SNDS par les instances de coordination qui seront mises en place après la signature des décrets d'application.***

**OS2 : Développer en quantité et en qualité les ressources humaines affectées au SSN**

Le domaine de concentration de cet objectif stratégique est la formation avec deux objectifs opérationnels visant la formation formelle et la formation en cours d'emploi.

La DISED compte au total 57 cadres et agents dont un ingénieur statisticien-économiste, 4 ingénieurs des travaux statistiques, 4 démographes, 4 informaticiens et 2 économistes. Ces effectifs sont répartis entre la direction et l'administration (30), le service des enquêtes, prix et cartographie (12), le service de la comptabilité nationale (5), le service du commerce extérieur, de la documentation et l'archivage (6) et la démographie (4). Le gros du personnel est concentré à Djibouti mais se déploie sur tout le territoire national lors des enquêtes socio-économiques.

Au nombre des activités entreprises pour « former et recruter les cadres et agents nécessaires au système statistique djiboutien », il y a l'ouverture en 2011 d'une filière de formation des adjoints techniques de la statistique à l'Université de Djibouti et l'envoi des cadres en formation dans des écoles africaines de statistique et de démographie. Les résultats obtenus sont encourageants quoi que partiels : 6 démographes, 4 ingénieurs des travaux statistiques, 80 adjoints techniques de la statistique dont 40 déjà recrutés. On note aussi qu'aucun ingénieur statisticien-économiste n'a été formé.

S'agissant de la formation et du recyclage du personnel affecté au SSN, malgré le fait qu'une seule des quatre activités envisagées a été exécutée en l'occurrence le fait que « la DISED assure le rôle de point focal pour les formations sectorielles », les résultats obtenus ont plutôt été remarquables tant au niveau de la formation des cadres responsables de la production statistique que du personnel non statisticien qui a bénéficié d'un cycle de formation continue.

***Conclusion : l'objectif stratégique N° 2 a été partiellement atteint. Le pays devra trouver les ressources nécessaires pour absorber les sortants des cycles de formations et des dispositions doivent être prises pour la formation des ingénieurs statisticiens-économistes.***

**OS3 : Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites**

Les domaines retenus sous cet objectif stratégique concernent les statistiques économiques et sociales.

Dans le domaine de la population, en dehors du dénombrement et du 2<sup>ème</sup> recensement démographique qui a eu lieu en dehors de la période couverte par la SNDS 2011-2015, les études thématiques post-censitaires qui étaient envisagées n'ont pas été réalisées et l'objectif opérationnel relatif à la maîtrise de la connaissance de la population a été atteint partiellement.

Concernant les conditions de vie des ménages, la création d'un véritable système centralisé de collecte et de mise à disposition des données d'état civil, les résultats obtenus pour l'exploitation et la publication à des fins statistiques sont encore partiels mais les travaux se poursuivent à la Direction de la population. L'enquête intégrale de pauvreté, de budget-consommation et d'emploi du temps a été réalisée en début 2012.

S'agissant des méthodologies, les activités prévues ont été partiellement réalisées avec pour résultats l'obtention des instruments de collecte harmonisés.

Au titre des comptes économiques, aucune activité prévue n'a été entreprise mais le gouvernement a décidé d'accorder une grande priorité à cette activité. La DISED a repris la production des comptes nationaux en 2013 mais le grand enjeu reste d'établir les comptes nationaux selon le SCN 1993 et/ou le SCN 2008.

S'agissant des statistiques de prix, il faut indiquer le calcul et la publication de l'indice de prix à la consommation à Djibouti ville, son extension aux chefs-lieux des régions et la refonte des pondérations en 2014 avec les résultats de l'enquête budget-consommation de 2013.

Les résultats obtenus au titre des statistiques du commerce extérieur notamment la publication de l'annuaire du commerce extérieur, témoignent d'une amélioration avec l'utilisation du logiciel Eurotrace et la concertation avec la Direction des douanes qui dispose de Sydonia Word. Concernant la Balance des paiements (BP), la Banque centrale de Djibouti l'établit conformément aux directives de la 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la BP du Fonds monétaire international. Les statistiques budgétaires sont établies de façon satisfaisante. Il en est de même pour le Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE).

Concernant l'industrie, le commerce et les services, l'étude sur la création d'un répertoire d'entreprises et d'établissements et l'étude méthodologique pour établissement d'une note

de conjoncture ont été exécutées, les résultats obtenus sont mitigés. En effet, un répertoire des entreprises a été créé en 2013 et l'objectif opérationnel visant la création « d'une structure devant s'occuper de la tenue du fichier des entreprises et collecte des données structurelles » a été partiellement atteint.

Concernant les transports, l'objectif opérationnel visant la mise en place d'un observatoire national de transport n'a pas été atteint. Le résultat escompté est resté hors de portée dans la mesure où les deux activités clé portant sur des enquêtes n'ont pas été réalisées.

S'agissant de l'agriculture, aucun objectif opérationnel retenu n'a été atteint et ce, en raison de la non-exécution des activités envisagées avec pour corollaire l'absence de résultat escompté.

L'éducation et la santé ont connu des résultats intéressants puisque les financements étaient déjà assurés avant même le lancement de la SNDS 2011-2015.

Concernant les statistiques sur la population active, les résultats prévus n'ont pas été très satisfaisants du fait d'une exécution partielle des activités.

Au titre de l'habitat, aucune activité n'a été réalisée au cours de la durée de vie de la SNDS 2011-2015.

***Conclusion : l'objectif stratégique N° 3 a été partiellement atteint. La plupart des objectifs opérationnels méritent d'être reportés dans la SNDS 2016-2020.***

#### **OS4 : Favoriser l'accès aux données et promouvoir la culture statistique du SSN**

Sur un total de onze activités retenues dans le domaine de la publication et de la diffusion, trois seulement ont été entièrement exécutées, quatre partiellement exécutées et le reste non exécuté. Au total, les résultats obtenus sont variables d'un objectif opérationnel à l'autre. L'objectif opérationnel visant à « établir à la DISED une politique de diffusion limitée mais efficace » n'a pas été entièrement atteint car malgré la collecte régulière de données auprès des sources d'informations et les travaux d'analyse de données partiellement menées, les résultats obtenus sont partiels et ne portent sur que DevInfo et la diffusion des métadonnées via Internet. L'objectif opérationnel visant à « définir pour chaque secteur un format de diffusion adapté » n'a pas été atteint faute d'exécution des activités prévues.

Concernant la sensibilisation des décideurs et du public à l'utilisation des statistiques, les résultats atteints sont partiels et se limitent à la sensibilisation lors de la Journée africaine de la statistique.

L'objectif opérationnel visant « adhérer aux normes de diffusion internationales » a été atteint avec pour résultat l'adhésion de Djibouti au SGDD.

**Conclusion : l'objectif stratégique N° 4 a été partiellement atteint notamment avec l'adhésion de la république de Djibouti au SGDD mais il faudra établir un système dynamique de mise à jour des données et de formation au SGDD.**

**Conclusion générale :** la mise en œuvre de la SNDS 2011-2015 a été partielle et les résultats obtenus sont mitigés. Comme il ressort du tableau ci-après, le taux de réalisation globale se situe à 40,1% : en dehors de la formation dont le taux de réalisation est estimé à 66,7%, les autres objectifs stratégiques n'ont guère atteint les 50% : 24,0% pour l'objectif stratégique opérationnel N°1 ; 43,3% pour l'objectif stratégique N°3 ; 40,1% pour l'objectif stratégique N° 4 et 25% pour l'objectif stratégique N°5.

**Tableau 1 :** Taux de réalisation des objectifs stratégiques et opérationnels

<b>Objectif stratégique N°1: Etablir un nouveau cadre réglementant les activités statistiques et organisant la coordination du Système statistique national</b>		
Domaine statistique	Objectif opérationnel	Taux de réalisation <sup>3</sup> (%)
Gouvernance générale	Mettre à jour les textes réglementaires et la réforme institutionnelle	33,3%
Coordination	Mettre en place un système de coordination technique effective dans les domaines retenus dans la SNDS 2006-2010	12,5%
Renforcement institutionnel	Restructurer la DISED pour répondre aux enjeux de la nouvelle Loi statistique	16,7%
Planification	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la SNDS	33,3%
<b>Total objectif stratégique N°1</b>		<b>24,0%</b>
<b>Objectif stratégique N°2: Développer en quantité et en qualité les ressources humaines affectées au Système statistique national</b>		
Domaine statistique	Objectif opérationnel	Taux de réalisation (%)
Formation	Former et recruter les cadres et agents nécessaires au système statistique djiboutien	66,7%
	Former et recycler le personnel affecté actuellement au Système statistique national	66,7%

<sup>3</sup> Pour estimer le taux de réalisation, nous avons utilisé les coefficients suivants : activité réalisée : 1 ; activité partiellement réalisée : 0,5 et activité non réalisée : 0.

<b>Total objectif stratégique N°2</b>		<b>66,7%</b>
<b>Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites</b>		
Domaine statistique	Objectif opérationnel	Taux de réalisation (%)
Population	Maîtriser la connaissance de la population du pays en ce qui concerne son effectif, ses différentes composantes et sa dynamique	38%
	Créer un véritable système centralisé de collecte et mise à disposition des données d'état civil pour l'ensemble du territoire	62,5%
Conditions de vie des ménages	Adapter la production statistique aux besoins de suivi des conditions de vie des ménages et d'évaluation de la pauvreté	25,0%
Méthodologies	Etablir progressivement pour chaque secteur une méthodologie précise et régulièrement évaluée	50,0%
Comptes économiques	Consolider le dispositif d'élaboration des comptes nationaux et mettre en place le SCN 93	14,3%
Statistiques des prix	Elaborer et publier mensuellement, des indices des prix à la consommation comparables sur le plan international	62,5%
Commerce extérieur	Amélioration de la collecte, du traitement et de la diffusion des statistiques du commerce extérieur	37,5%
Balance des paiements	Elaborer et diffuser des statistiques de balance des paiements de qualité reconnue	62,5%
Monnaie, Finances et Assurances	Appuyer la mise en place d'une unité de production des statistiques budgétaires et financières	50,0%
Industrie, Commerce et Services	Créer une structure commune de statistiques qui aurait en charge d'une part l'entretien du fichier des entreprises et établissements et d'autre part le recueil des données statistiques structurelles et conjoncturelles, auprès de ces entités	50,0%
Transports	Appuyer la mise en place de l'Observatoire National des Transports qui a pour fonction de collecter et traiter périodiquement l'ensemble des informations sur le volume des flux des échanges commerciaux, les prix et la qualité de service des chaînes de transport	16,7%
Agriculture, Elevage, Eau, et Pêche	Créer un service de statistique unique au sein du MAEM-RH, qui aurait la charge de collecter, traiter et diffuser régulièrement des statistiques de qualité dans les filières de l'agriculture, de l'élevage, de l'eau et de la pêche	0,0%
Education	Consolider le dispositif de collecte, de traitement et de diffusion des statistiques de l'éducation	80,0%
Santé	Finaliser la mise en place d'un système cohérent d'information sanitaire	70,0%
Statistiques de la population active	Regrouper l'ensemble des fonctions statistiques relevant des filières de l'emploi et du travail, au sein d'une même entité	50,0%
Habitat	Renforcer les capacités d'analyse de la Direction de l'Habitat	25,0%
<b>Total objectif stratégique N°3</b>		<b>43,3%</b>
<b>Objectif stratégique N°4: Favoriser l'accès aux données et promouvoir la culture statistique</b>		
Domaine statistique	Objectif opérationnel	Taux de réalisation (%)
Publication et Diffusion	Etablir à la DISED une politique de diffusion limitée mais efficace	50%
	Définir pour chaque secteur un format de diffusion adapté	0%
	Sensibiliser les décideurs et le public, à l'utilisation des statistiques	50%
	Adhérer aux normes de diffusion internationales	67%
<b>Total objectif stratégique N°4</b>		<b>41,7%</b>
<b>Total objectif stratégique N°5: Assurer à court et moyen termes et planifier à long terme, le financement du SSN</b>		<b>25,0%</b>

#### IV. Matrice de leçons et d'actions

Les travaux d'évaluation ont permis de dégager six (6) leçons importantes et autant d'actions à prendre concernant l'appropriation, la coordination, le plaidoyer et le financement, la place de la stratégie nationale de développement dans le dispositif décisionnel du pays, l'inclusion de tous les secteurs statistiques du pays et la prise en compte des engagements internationaux. La prise en compte de ces enseignements par le gouvernement permettra d'obtenir une SNDS 2016-2020 de dernière génération et de bonne qualité dans la mesure où les actions proposées concourent à mieux intégrer les « principes essentiels pour une bonne SNDS (PE) » tel que proposé par PARIS21.

Tableau 2 : Matrice de leçons et actions

Leçons		Actions	N° PE
L1	<b>Appropriation</b> : Tant que tous les acteurs nationaux du SSN ne s'approprient pas la SNDS à travers une participation active à toutes les phases de son élaboration, sa mise en œuvre est très difficile et les chances de boucler son financement sont réduites	Renforcer le rôle de tous les acteurs nationaux (producteurs et utilisateurs y compris le parlement, le secteur privé et la société civile) dans le processus d'élaboration de la SNDS et bien faire ressortir le rôle de chaque acteur lors de sa mise en œuvre	1
L2	<b>Coordination</b> : En l'absence des organes de coordination fonctionnels, la mise en œuvre de la SNDS est pratiquement impossible	La mise en place et l'opérationnalisation des organes de coordination doivent être faites aussitôt après l'adoption de la SNDS par le gouvernement	2 & 6
L3	<b>Plaidoyer et financement</b> : En l'absence d'un plaidoyer bien préparé, mené avec méthode et en l'absence d'une table ronde dédiée au financement de la SNDS, il est difficile de mobiliser des financements importants	Le Gouvernement doit solliciter un appui technique de ses partenaires notamment PARIS21 pour l'aider à préparer ce plaidoyer y compris un kit de plaidoyer pour les acteurs internes et les PTF. La statistique doit entrer dans la sphère des secteurs prioritaires de l'économie nationale et son financement soit être fortement assuré par le budget national	1, 8 & 9
L4	<b>Place de la SNDS dans le dispositif de décision de politique économique et de suivi-évaluation</b> Si la SNDS n'est pas	Faire de la SNDS un axe important de la politique socio-économique du pays, ce qui dans le cas de la	3 & 10

Leçons		Actions	N° PE
	fortement intégrée dans le dispositif de gestion économique, sa mise en œuvre peut être fortement hypothéquée. En outre la SNDS elle-même doit comporter des mécanismes de suivi, évaluation et reporting solides	République de Djibouti revient à faire de la SNDS 2016-2020, un axe stratégique de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE). Préparer des plans annuels d'activités de la SNDS, qui seront évalués chaque année. Effectuer une revue à mi-parcours de la SNDS 2016-20, qui permettra de réorienter la stratégie selon les besoins ;	
L5	<b>Exhaustivité:</b> A moins d'une prise en compte effective de tous les secteurs statistiques (y compris les statistiques sectorielles et les nouvelles thématiques) lors de l'élaboration de la SNDS, l'objectif de faire de la SNDS un outil de renforcement de capacité du SSN ne peut être atteint	Adopter une démarche participative et inclusive visant à intégrer tous les secteurs statistiques dans le périmètre de la SNDS. Il est en effet important que la SNDS couvre entre autres secteurs, le genre et les thématiques émergentes (changements climatiques ; environnement, etc.)	6 & 7
L6	<b>Prise en compte des engagements internationaux :</b> Si le SSN ne s'assimile pas à un maillon des systèmes statistiques régional, continental et international, c'est-à-dire avec des devoirs de production devant satisfaire aux demandes de ces systèmes, il est difficile de concevoir une SNDS susceptible de produire des statistiques fiables obéissant aux normes internationales et comparables	L'élaboration de la SNDS doit intégrer les exigences des programmes régionaux et internationaux. Dans le cas de la SNDS 2016-2020, la liste des Objectifs de développement durable (en annexe) pourra être considérée	4 & 5

## V. Conclusion et recommandations

### V.1. Conclusion

L'élaboration de la SNDS 2011-2015 a obéi aux directives internationales. La SNDS 2011-2015 mérite d'être jugée de bonne tant du point de vue de la méthodologie utilisée que du processus utilisé et de son contenu. Son arrimage à l'Initiative nationale pour le développement social et son adoption par loi ont constitué autant de gages donnés par le gouvernement. Il convient toutefois de relever que sa mise en œuvre n'a été que partielle et

ce, en raison du niveau relativement bas des financements mobilisés et des délais pris pour la mise en place des organes de coordination. Cette absence d'organes de coordination justifie en grande partie les problèmes persistants de coordination et d'harmonisation que connaît le système statistique djiboutien.

La pertinence de la vision stratégique de la SNDS 2011-2015 reste d'actualité et cette vision devra être reconduite pour la période 2016-2020. Il est important que les moyens de financement internes soient alloués à la mise en œuvre de la SNDS et que les PTF viennent en appui pour le financement du gap. Ceci conditionne la durabilité du financement de la statistique qui consoliderait ainsi son rôle d'outil d'aide à la décision.

## **V.2. Recommandations**

Les recommandations ci-après ont déjà été formulées à l'issue de la mission dans le cadre de l'aide-mémoire adressé au gouvernement.

### **Gouvernance et coordination :**

1. Procéder à la mise en place et à l'opérationnalisation des organes de coordination après la signature des décrets d'application ;
2. Créer un nouvel espace de concertation plus dynamique autour de la DISED sur les questions statistiques en vue de mieux organiser et coordonner les activités statistiques avec les autres producteurs statistiques et entre les producteurs et les utilisateurs ;

### **Place de la statistique dans la Stratégie pour la Croissance Accélérée et la Promotion de l'Emploi :**

3. Faire de la Stratégie nationale de développement de la statistique 2016-2020, un axe stratégique de la Stratégie Nationale pour la Croissance Accélérée et la Promotion de l'Emploi.

### **Charte africaine de la statistique**

4. Procéder à la ratification de la Charte africaine de la statistique ;

### **Communication :**

5. Améliorer la communication au sein du SSN et veiller à mettre en place une stratégie de communication visant à rendre les activités et produits statistiques plus visibles ;



en particulier, faciliter l'accès à la production statistique du SSN grâce à la meilleure utilisation des nouvelles technologies.

#### **Elaboration de la SNDS 2016-2020**

6. Lancer les travaux d'élaboration de la SNDS 2016-2020 en veillant à respecter les étapes du processus recommandées par les lignes directrices de PARIS 21 ; A cet égard,
7. Etablir une feuille de route pour l'élaboration de la SNDS 2016-2020 au cours du premier semestre 2015. Les travaux devraient se dérouler suivant un processus participatif incluant tous les acteurs nationaux du SSN ainsi que les PTF. Il convient toutefois de souligner que contrairement à la SNDS 2011-2015, le pays devra organiser une table ronde pour le financement de cette nouvelle stratégie. La méthodologie à suivre est celle recommandée par le Secrétariat de PARIS21 (<http://nsdsguidelines.paris21.org/fr>);
8. Tout en maintenant la vision stratégique de la SNDS pour la nouvelle SNDS 2016-2020, revisiter la liste des objectifs et résultats opérationnels pour tenir compte des défis liés aux thématiques nouvelles et au genre notamment ;
9. Préparer des plans annuels d'activités de la SNDS, qui seront évalués chaque année. Effectuer une revue à mi-parcours de la SNDS 2016-20, qui permettra de réorienter la stratégie selon les besoins ;
10. Tenir compte du rôle important que doit jouer le SSN national pour le suivi de la mise en œuvre des Objectifs du développement durable ;
11. Maintenir le plaidoyer pour améliorer l'environnement et les conditions de travail du SSN ;
12. Améliorer le statut des statisticiens en vue de rendre le métier de statisticien plus attractif et accroître le taux de rétention des cadres expérimentés au sein du SSN ;
13. Poursuivre le plaidoyer pour renforcer la culture statistique et pour la gestion axée sur les résultats à Djibouti, auprès des autorités gouvernementales, des décideurs politiques, des secteurs public et privé, de la société civile et des citoyens ;

#### **Financement de la SNDS 2016-2020**

14. Mettre en œuvre la Charte africaine de la statistique en adoptant notamment les modes de financement recommandés et que les pays africains ont trouvés comme

instruments plus adaptés pour sécuriser et rendre durable le financement de la statistique en Afrique ;

15. Approcher les PTF pour solliciter l'appui technique et financier nécessaire à l'élaboration de la SNDS 2016-2020, et renforcer la coordination autour de la statistique ;

### **Formation et emploi**

16. Continuer la formation des cadres statisticiens à l'université et dans les écoles africaines de formation statistique et à cet effet, prendre des dispositions nécessaires pour améliorer l'entrée des cadres Djiboutiens dans ces centres de formation ;
17. Renforcer les capacités d'analyse des cadres statisticiens ;
18. Explorer toutes les voies nécessaires pour améliorer le placement des jeunes diplômés assistants techniques statisticiens ;

### **Relance des travaux de comptabilité nationale**

19. Procéder à la mise en œuvre des grandes initiatives africaines telles que la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008 et ce, dans un contexte où le gouvernement a déjà assigné la priorité n°1 aux travaux de comptabilité nationale;
20. Mettre en œuvre l'approche en deux phases recommandées pour les travaux de comptabilité nationale. La première phase n'excédant pas trois (3) mois devrait être lancée dès que possible pour permettre le relais par la deuxième phase avant le mois de juillet 2015;

### Annexe 1. Evaluation de la mise en œuvre des objectifs de la SNDS 2011-2015

Objectif stratégique N°1: Etablir un nouveau cadre réglementant les activités statistiques et organisant la coordination du Système statistique national								
Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
Gouvernance générale	Mettre à jour les textes réglementaires et la réforme institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le SSN dispose d'un cadre réglementaire revu et corrigé, notamment en ce qui concerne le respect de principes fondamentaux de la statistique officielle et l'attribution des missions statistiques au niveau central et décentralisé</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Diffusion et la promotion de la loi statistique (OUI)</li> <li>Confection d'une plaquette explicative à destination des services et des utilisateurs principaux (NON)</li> <li>Organisation d'une session de présentation du nouveau cadre (NON)</li> </ol>	DISED	7,512	OK : Loi imprimée et envoyée aux directions, ministères et organismes en novembre-décembre 2014  PARTIEL, DECRETS non signés	Gouvernement  Paris21	
Coordination	Mettre en place un système de coordination technique effective dans les domaines retenus dans la SNDS 2006-2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Comité de coordination statistique se réunit de façon régulière (NON)</li> <li>La DISED dispose d'une mission de relation avec les services utilisateurs et les autres producteurs (NON)</li> <li>Des outils statistiques harmonisés sont mis en place (PARTIEL)</li> <li>Les échanges de données sont formalisés avec les principales composantes productrices du SSN (NON)</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Assurer la tenue régulière du comité de programmes statistiques et de méthodologies, notamment pour statuer sur les priorités en matière d'enquêtes statistiques spéciales</li> </ol>	DISED	15,209	0,0		
			<ol style="list-style-type: none"> <li>Créer au sein de la DISED des fonctions de relations avec les utilisateurs</li> <li>Elaborer et mettre en place des outils statistiques harmonisés (Recueil harmonisé de concepts et définitions; Nomenclatures d'activités, de produits, de professions etc ...)</li> <li>Réaliser un schéma de protocole d'échange de données entre les composantes du SSN</li> </ol>					15,209

			5. Créer, organiser et animer des comités techniques ad hoc sectoriels					
Renforcement institutionnel	Restructurer la DISED pour répondre aux enjeux de la nouvelle Loi statistique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La DISED dispose des cadres nécessaires à l'exécution de sa mission (PARTIEL)</li> <li>• La DISED dispose d'un plan permettant un appui technique aux producteurs sectoriels et la création de structures au sein des districts (PARTIEL)</li> <li>• La formation des cadres aux procédures de management d'une direction de la statistique (PARTIEL)</li> <li>• La création d'un cadre de travail adapté à une production statistique de qualité</li> </ul>	1. Conseils et appuis techniques permanents à la DISED (PARTIEL)	DISED	56,9633	Appuis techniques ponctuels	PNUD, BM, Unicef, BAD	569,633
			2. Elaboration et suivi d'un plan de recrutement (NON)			Quelques recrutements : 10 ADTS, 5 démographes, 1 informaticiens, 2 ingénieurs statisticiens informaticiens		
			3. Elaboration de la réforme statutaire et d'une politique du personnel (NON)					
			4. Etude pour la préparation d'une réforme statutaire, y compris la déconcentration des activités statistiques (NON)					
			5. Formation des cadres managériaux (PARTIEL)			Le Directeurs a suivi 2 formations continues	SCAC PNUD	
			6. Appui à la réorganisation de certains services producteurs de statistiques (NON)					
			7. Elaboration d'un plan de création de structures statistiques au sein des régions (NON)					
			8. Construction et Equipement d'un nouveau siège de la DISED (NON)					
			9. Adhésion de Djibouti à AFRISTAT (PARTIEL)			Adhésion, mais droits d'entrée non payés		
Planification	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la SNDS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la SNDS sont régulièrement évalués</li> </ul>	1. Elaboration d'un rapport annuel pour le Conseil Supérieur de la statistique (NON)	DISED	23,484			23,484
			2. Réalisation d'une revue à mi-parcours (NON)					

			3. Evaluation finale de la mise en œuvre du SDS et préparation du schéma suivant ( <b>OUI</b> )			Janvier 2015		
<b>Total des coûts de l'axe stratégique N° 1</b>					<b>615,838</b>	<b>0,0</b>		<b>615,838</b>
<b>Objectif stratégique N°2: Développer en quantité et en qualité les ressources humaines affectées au Système statistique national</b>								
Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds restant à mobiliser
Formation	Former et recruter les cadres et agents nécessaires au système statistique djiboutien	<ul style="list-style-type: none"> <li>Former et recruter 8 Ingénieurs Statisticiens Economistes et Ingénieurs Démographes (Bac + 5 ans) (<b>PARTIEL 6 demo</b>)</li> <li>Former et recruter 20 Ingénieurs des Travaux Statistiques ou équivalent (Bac + 4 ans) (<b>PARTIEL 4</b>)</li> <li>Former et recruter 50 Adjoints de la Statistique (Bac + 2 ans) (<b>OUI</b>)</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Mettre à jour le plan de formation initiale</li> <li>Assurer le déroulement du plan et le suivi des élèves</li> <li>Assurer le suivi des jeunes diplômés</li> </ol>	<p>DISED Université de Djibouti</p>	217,724	20,214	BAD	197,51
	Former et recycler le personnel affecté actuellement au Système statistique national	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les cadres responsables de la production sont formés aux techniques spécifiques de leur domaine d'activités (<b>OUI</b>)</li> <li>Le personnel non statisticien affecté au système bénéficie d'un cycle de formation continue lui permettant d'acquérir un savoir faire dans les domaines de la collecte, du traitement de l'analyse et de la publication des résultats (<b>OUI</b>)</li> <li>La DISED dispose d'une pré-structure de formation à l'intention des utilisateurs de l'information statistique (<b>NON à</b></li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Assurer le rôle de point focal pour les formations sectorielles (<b>PARTIEL 4</b>)</li> <li>Appuyer l'INAP à la mise sur pied d'un cycle de formation continue (<b>NON</b>)</li> <li>Assurer la mise en œuvre du plan de recyclage (<b>NON</b>)</li> <li>Créer au sein de la DISED une pré-structure de formation des utilisateurs (<b>NON</b>)</li> </ol>	<p>DISED INAP</p>	75,689	0,0		75,689

		reformuler)						
<b>Total des coûts de l'axe stratégique N° 2</b>					<b>293,413</b>	<b>20,214</b>		<b>273,199</b>

Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites								
Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
Population	Maîtriser la connaissance de la population du pays en ce qui concerne son effectif, ses différentes composantes et sa dynamique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le second recensement de la population est réalisé (HORS PERIODE);</li> <li>La rétroaction sur l'ensemble des séries statistiques concernées, est assurée (PARTIEL).</li> </ul>	1. Dénombrement de la population et contrôle du dénombrement, traitement informatique (HORS PERIODE)	DISED	690,452	507,336	Gouv, BM, USAID, PNUD, BID, SCAC	183,116
			2. Evaluation, Analyse et Publication des données du recensement (PARTIEL).			-Le RGPH : réalisé en 2009 -Saisie des questionnaires 2010 - 2011		
3. Réalisation des études thématiques en aval du RGPH (NON)	0,0							
4. Entretien de la base de cartographie censitaire (NON)	0,0							
	Créer un véritable système centralisé de collecte et mise à disposition des données	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les données issues des fiches d'état civil, sont exploitées à des fins statistiques et publiées (PARTIEL)</li> </ul>	1. Etablir un plan de centralisation de l'état civil tenant compte des aspects techniques et institutionnels (OUI)	Direction de la Population Districts	206,842	0,0		206,842

**Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites**

Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
	d'état civil pour l'ensemble du territoire		2. Saisie des archives d'état civil ( <b>OUI en cours</b> )	DISED		En cours à la direction de la population		
			3. Confection et contrôle de la base de données sur les faits d'état civil ( <b>NON</b> )					
			4. Collecte, traitement et publication des données relatives à l'état civil ( <b>PARTIEL</b> )				Quelques données sont collectées et publiées à travers l'annuaire stat	
Conditions de vie des ménages	Adapter la production statistique aux besoins de suivi des conditions de vie des ménages et d'évaluation de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une enquête permanente auprès des ménages est réalisée à partir de 2007 (<b>HORS PERIODE</b>)</li> <li>• Une enquête intégrale est réalisée en en 2012 (<b>OUI</b>)</li> <li>• Deux enquêtes de type démographique et de santé (EDIM) sont réalisées (<b>NON</b>)</li> </ul>	1. Elaboration d'une méthodologie d'enquête permanente adaptée au cas djiboutien ( <b>NON</b> )	DISED	381,914	0,0		224,054
			2. Concevoir des méthodes harmonisées de calculs d'indicateurs de bien-être et de détermination des seuils de pauvreté ( <b>OUI</b> )			0,0		
			3. Test en 2009 de l'ensemble des questionnaires sur un échantillon restreint ( <b>NON</b> )			0,0		
			4. Réalisation de l'enquête de base et un module en 2011 puis rotation annuelle en 2012 et 2013 ( <b>NON</b> )			<b>95,625</b>	Une enquête intégrale de pauvreté, de budget consommation et d'emploi de temps réalisée en début 2012 Gouv BAD, CEA, PNUD	

**Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites**

Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
			5. Conception et réalisation d'une enquête de type démographique et de santé (EDIM) ( <b>NON</b> )			<i>Une enquête EDIM a été réalisée en 2006, mais son budget qui était bouclé depuis 2005 n'a pas été pris en compte par le budget de la SNDS</i>		
			6. Réaliser à partir des données d'enquêtes existantes, des analyses approfondies sur des thèmes d'intérêt liés à la politique économique et sociale du pays ( <b>PARTIEL</b> )			Une analyse des base de données EDAM réalisée en 2012 - 213		
Méthodologies	Etablir progressivement pour chaque secteur une méthodologie précise et régulièrement évaluée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les instruments de collecte (questionnaires, méthodologies, listes de points d'observation, etc.) sont harmonisés et la qualité des données est améliorée (<b>PARTIEL</b>)</li> </ul>	1.Élaborer d'un manuel de définitions, concepts et des méthodologies utilisés pour les travaux statistiques ( <b>PARTIEL</b> ) 2. Mettre en place les programmes de collecte et d'amélioration qualitative définis pour chaque filière statistique ( <b>PARTIEL</b> ) 3. Organisation de séminaires sur les méthodologies de collecte et de traitement de l'information ( <b>PARTIEL</b> )	DISED Départements sectoriels	74,814	0,0		74,814
Comptes économiques	Consolider le dispositif d'élaboration des comptes nationaux et mettre en place le SCN 93	<ul style="list-style-type: none"> <li>La production et la publication de comptes nationaux fiables et de qualité reconnue (<b>NON</b>)</li> </ul>	1.Reprendre l'élaboration des comptes nationaux à partir d'une nouvelle structure de production en concordance avec l'évolution économique du pays et d'une nouvelle année de référence récente ( <b>PARTIEL</b> )	DISED BCD Douanes Direction de	242,033	Production de comptes rapides en cours (2013)	BM	242,033



**Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites**

Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
			2. Le passage progressif du SCN68 au SCN 93 avec l'installation du module ERETES pour l'établissement des comptes ( <b>PARTIEL</b> ) 3. La mise en place d'une série d'enquêtes et d'une stratégie de collecte régulière des données auprès des entreprises et du secteur public ( <b>NON</b> ) 4. La mise en œuvre d'un protocole en vue de l'exploitation systématique des déclarations fiscales à des fins statistiques ( <b>NON</b> ) 5. La publication régulière des comptes ( <b>NON</b> ) 6. Elaboration des comptes complets 2000 à 2007 et changement d'année de base ( <b>NON</b> ) 7. Etudes des filières de production ( <b>NON</b> )	l'économie				
Statistiques des prix	Elaborer et publier mensuellement, des indices des prix à la consommation comparables sur le plan international	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les indices des prix à la consommation est mensuellement calculé et publié suivant les normes prescrites du SGDD (<b>PARTIEL</b>)</li> <li>L'enquête sur les dépenses, les consommations et les revenus des ménages est exécutée (<b>OUI</b>)</li> </ul>	1. Réalisation des enquêtes hebdomadaires des prix à la consommation ( <b>OUI</b> ) 2. Calcul des indices des prix à la consommation ( <b>PARTIEL</b> ) 3. Etendre le relevé de prix aux régions de l'intérieur du pays	DISED	86,008	57,337 - Djibouti bénéficie du programme de PCI-	Gouv BAD	28,669

**Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites**

Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
			(NON)			Afrique de la BAD		
			4. Elaboration des structures des dépenses, des consommations et des revenus (OUI)			- Le trésor national finance depuis 1999 les collectes hebdomadaires de prix		
Commerce extérieur	Amélioration de la collecte, du traitement et de la diffusion des statistiques du commerce extérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La publication régulière d'un bulletin trimestriel du Commerce Extérieur et la production d'indices du Commerce extérieur</li> <li>• L'évaluation régulière de la qualité des données du commerce extérieur</li> </ul>	1. Mettre en place le logiciel EUROTRACE Windows (PARTIEL)	Douanes, Direction des Recettes et Domaines, BCD	69,564	0,0		69,564
			2. Elaborer d'une méthodologie de calcul des indices du commerce extérieur (NON)					
			3. Traiter, analyser et publier les données du commerce extérieur (PARTIEL)					
			4. Conduire des concertations régulières entre la DISED, la DG Douane, la Direction des Recettes et des Domaines, la Direction de l'Economie, portant sur la qualité des statistiques du Commerce extérieur (PARTIEL)					
Balance des paiements	Elaborer et diffuser des statistiques de balance des paiements de qualité reconnue	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'élaboration des statistiques de balance des paiements dans les normes et délais prescrits par le SGDD</li> </ul>	1. Des concertations régulières avec la DISED et la DG Douane, portant sur la qualité des statistiques du Commerce extérieur (PARTIEL)	BCD	42,840	OK	BCD	
			2. Renforcement de la coopération institutionnelle entre la BCD et les services de l'Etat, les Etablissements Publics à	DISED				

**Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites**

Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
			<p>caractère Industriel et Commercial, et les grands opérateurs privés, visant la cohérence entre les statistiques de la balance des paiements, la dette extérieure, les comptes nationaux et les autres agrégats économiques (<b>PARTIEL</b>)</p> <p>3. Formation des cadres de la BCD en statistiques (<b>PARTIEL</b>)</p> <p>4. Appui à la collecte, au traitement et à la publication des statistiques de balance de paiement (<b>OUI</b>)</p>				Fait	
							Activité	
Monnaie, Finances et Assurances	Appuyer la mise en place d'une unité de production des statistiques budgétaires et financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les données statistiques budgétaires et financières sont collectées et publiées régulièrement (<b>NON</b>)</li> <li>Le TOFE est établi régulièrement suivant les normes internationales admises (<b>OUI</b>)</li> </ul>	<p>1. Collecter les données sur les finances officielles (Recettes, Dépenses, Service de la dette etc ...)</p> <p>2. Créer une base de données économiques, financières et monétaires (<b>PARTIEL</b>)</p>	Ministère de l'Economie et des Finances	94,912	0,0		94,912
Industrie, Commerce et Services	Créer une structure commune de statistiques qui aurait en charge d'une part l'entretien du fichier des entreprises et	<ul style="list-style-type: none"> <li>La création d'un service statistique fonctionnel au sein du Ministère du Commerce et de l'Industrie</li> <li>La production de statistiques</li> </ul>	<p>1. Etude sur la création d'un répertoire d'entreprises et d'établissements (<b>OUI</b>)</p> <p>2. Etude méthodologique pour</p>	<p>Ministère du Commerce et de l'Industrie</p> <p>DISED</p>	184,172	Mise en place d'un répertoire d'entreprises en cours (2013).	BM	184,172

**Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites**

Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
	établissements et d'autre part le recueil des données statistiques structurelles et conjoncturelles, auprès de ces entités	structurelles et conjoncturelles de qualité, portant sur l'industrie, le commerce et les services	<p>établissement d'une note de conjoncture (<b>OUI</b>)</p> <p>3. Etude méthodologique pour une enquête permanente auprès des entreprises et des établissements (<b>NON</b>)</p> <p>4. Enquête sur le secteur informel (<b>NON</b>)</p> <p>5. Collecte, traitement et publication des données relatives à l'industrie, le commerce et les services (<b>PARTIEL</b>)</p>	<p>Direction des Recettes</p> <p>Direction de l'Economie</p> <p>BCD</p> <p>CCID</p> <p>OPS</p>				
Transports	Appuyer la mise en place de l'Observatoire National des Transports qui a pour fonction de collecter et traiter périodiquement l'ensemble des informations sur le volume des flux des échanges commerciaux, les prix et la qualité de service des chaînes de transport	<ul style="list-style-type: none"> <li>La production régulière de statistiques nécessaires à la gestion stratégique de la chaîne des transports (<b>NON</b>)</li> </ul>	<p>1. Mettre à jour le fichier du parc automobile et de circulation routière (<b>PARTIEL</b>)</p> <p>2. Réaliser une enquête ménage sur l'origine/destination et la qualité des services des transports (<b>NON</b>)</p> <p>3. Réaliser une enquête sur les coûts et prix de transport (<b>NON</b>)</p>	Direction des transports terrestres	95,308	0,0		95,308
Agriculture, Elevage, Eau, et Pêche	Créer un service de statistique unique au sein du MAEM-RH, qui aurait la charge de collecter, traiter et diffuser régulièrement des	<ul style="list-style-type: none"> <li>La création d'un service statistique fonctionnel au sein du MAEM-RH (<b>NON</b>)</li> <li>La production de statistiques de qualité, portant sur l'agriculture, de l'élevage, de l'eau et de la pêche</li> </ul>	<p>1. Préparation aux techniques d'enquêtes et formation des cadres et techniciens (<b>NON</b>)</p> <p>2. Réalisation des enquêtes -volume de production et prix des secteurs agricole, élevage, pêche,</p>	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	266,754	0,0		266,754

**Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites**

Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
	statistiques de qualité dans les filières de l'agriculture, de l'élevage, de l'eau et de la pêche	(NON)	hydraulique rurale et urbaine- (NON) 3. Réalisation d'une enquête-cadre annuelle à travers une visite de tous les sites de coopératives agricoles, des marchés du bétail, des points de débarquement et des points de vente des poissons et des produits agricoles (NON) 4. Collecte, traitement et publication des données relatives à l'agriculture, l'élevage, l'eau et la pêche (NON)					
Education	Consolider le dispositif de collecte, de traitement et de diffusion des statistiques de l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disposer des informations administratives nécessaires au pilotage du secteur de l'éducation (HORS PERIODE)</li> <li>Disposer des principaux indicateurs sur le niveau d'éducation de la population (HORS PERIODE)</li> <li></li> </ul>	1. Implantation d'antennes délocalisées du bureau des statistiques scolaires au niveau des circonscriptions pédagogiques pour améliorer la fiabilité des données 2. Mise en place décentralisée d'un fichier nominatif des élèves 3. Recyclage du personnel en charge de la collecte (Directeurs d'école, Inspecteurs et Agents) 4. Finalisation de la base de données sur le patrimoine immobilier du système scolaire 5. Publication des données statistiques répondant aux	Direction de la Planification et de l'Informatisation	286,451	OK OK OK OK OK	Unicef Gouvernement USAID Gouvernement USAID Gouvernement USAID	

**Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites**

Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
			besoins des utilisateurs (Tableaux de bord annuels)				Gouvernement	
			6. Compléter l'étude portant sur la carte scolaire			OK	USAID Gouvernement	
			7. Evaluer l'efficacité externe de l'école			OK	Gouvernement	
Santé	Finaliser la mise en place d'un système cohérent d'information sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disposer des informations administratives nécessaires au pilotage du secteur (<b>PARTIEL</b>)</li> <li>Disposer des principaux indicateurs sur l'état de santé de la population à travers la réalisation d'une enquête auprès des ménages (<b>OUI</b>)</li> </ul>	1. Audit de la qualité des données du SNIS ( <b>NON</b> )	DESIS DISED	133,040	En partie : diagnostic SIS	Unicef	
			2. Appui à l'informatisation et à la décentralisation de la saisie et du contrôle de la saisie ( <b>OUI</b> )			OK : logiciel SIS 2006 implanté dans les régions	BM	
			3. Supervision et Recyclage des agents de collecte ( <b>OUI</b> )			OK	BM Gouvernement	
			4. Appui à la collecte, au traitement, à l'analyse et à la publication des données du SIS ( <b>PARTIEL</b> )			OK : annuaire statistique	BM Gouvernement	
			5. Réalisation d'une enquête sur l'état de santé de la population ( <b>OUI</b> )			OK : pour 2012	BM, PAFAM	
Statistiques de la population active	Regrouper l'ensemble des fonctions statistiques relevant des filières de l'emploi et du travail, au sein d'une même entité	<ul style="list-style-type: none"> <li>La création d'un service statistique fonctionnel au sein du Ministère de l'Emploi et du Travail (<b>PARTIEL</b>)</li> <li>La production de statistiques de qualité reconnue, portant sur l'emploi et le travail dans le secteur public et privé formel (<b>PARTIEL</b>)</li> </ul>	1. Appui à la création d'une unité de gestion de l'information sur le secteur ( <b>NON</b> )	Ministère de l'Emploi et du Travail	143,874			
			2. Appui à la création d'une base de données unifiée (emploi, travail, formation professionnelle) ( <b>NON</b> )	DISED OPS				
			3. Appui à la production et l'actualisation des données	Ministère des				

Objectif stratégique N°3: Améliorer la qualité globale et la régularité des statistiques produites								
Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds à mobiliser
			statistiques sur l'emploi, la main d'œuvre et la formation professionnelle ( <b>PARTIEL</b> )	Finances Direction de la Formation professionnelle				
Habitat	Renforcer les capacités d'analyse de la Direction de l'Habitat	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'amélioration de la connaissance des caractéristiques des habitations, des conditions de logement, et cadre de vie des ménages djiboutiens (<b>PARTIEL</b>)</li> </ul>	1. Réalisation des études thématiques ( <b>NON</b> )	Direction de l'Habitat	71,024	14,2048 OK : stratégies, schémas directeurs		
			2. Appui à la collecte régulière et à l'analyse des données secondaires relatives à l'habitat ( <b>PARTIEL</b> )	DISED				
<b>Total des coûts de l'axe stratégique N° 3</b>					<b>3070,001</b>	<b>1136,834</b>		<b>1933,167</b>

Objectif stratégique N°4: Favoriser l'accès aux données et promouvoir la culture statistique								
Domaine statistique	Objectif opérationnel	Résultats attendus	Actions envisagées	Services Responsables	Coûts total (million FDJ)	Fonds mobilisés	Bailleurs	Fonds restant à mobiliser
Publication et Diffusion	Etablir à la DISED une politique de diffusion limitée mais efficace	<ul style="list-style-type: none"> <li>DEV Info installé et renseigné (<b>PARTIEL</b>)</li> <li>Publication thématique une fois par an d'un document d'environ 20 pages (<b>NON</b>)</li> <li>Mise à jour régulière de l'annuaire électronique (<b>NON</b>)</li> <li>Diffusion via le site INTERNET des meta-données (<b>PARTIEL</b>)</li> </ul>	1. Analyse des données existantes au sein de la DISED ( <b>PARTIEL</b> )	DISED	81,802	81,802 Lancement de Djibouti devinfo : 24/11/2011	UNICEF	
			2. Elaboration d'un système de gestion des données ( <b>PARTIEL</b> )					
			3. Collecte régulière auprès des autres services producteurs ( <b>OUI</b> )					
			4. Réalisation d'un annuaire électronique ( <b>NON</b> )					

	Définir pour chaque secteur un format de diffusion adapté	• Les secteurs qui publient et diffusent leurs informations, disposent d'un plan de formation (NON)	1. Formation aux techniques de publication et de diffusion (NON)	DISED	14,324	0,0		14,324
			2. Refonte éventuelle des publications actuelles (NON)					
	Sensibiliser les décideurs et le public, à l'utilisation des statistiques	• Des actions visant à sensibiliser le grand public sont entreprises (PARTIEL)	1. La DISED et les principaux services producteurs organisent au moins 1 fois par an, une journée de sensibilisation à l'intention des décideurs (NON)	DISED	33,725	0,0		33,725
		2. La DISED et les services producteurs animent une fois par an, la journée africaine de la statistique (OUI)	OK					
Adhérer aux normes de diffusion internationales	Djibouti adhère au SGDD		1. Séminaires et Ateliers de formation au SGDD (PARTIEL)	DISED	6,000	Métadonnées des indicateurs élaborées. Le guide sera édité en 2015 Coûts : 1,5	PNUD	4,5
			2. Mise à jour des données et méta données (OUI)					
			3. Edification de bases de données centralisées accessibles au public (PARTIEL)					
<b>Total des coûts de l'axe stratégique N° 4</b>					<b>135,851</b>	<b>81,802</b>		<b>54,049</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>4115,103</b>	<b>1238,850</b>		<b>2876,253</b>



## Annexe 2. Répartition des coûts du projet du SDS 2011-2015 par domaine statistique

Domaine statistique	(Coûts en milliers de DJF)					
	Total	2011	2012	2013	2014	2015
Gouvernance générale	7512	7452	60			
Coordination	15209	929	9600	1080	1800	1800
Renforcement institutionnel	569633	75985	294467	77501	60840	60840
Planification	23484	1121	1181	6888	1181	13114
<b>Total Axe 1: Cadre légal et réglementaire</b>	<b>615838</b>	<b>85487</b>	<b>305308</b>	<b>85469</b>	<b>63821</b>	<b>75754</b>
Formation initiale	217724	20924	73800	81600	25200	16200
Formation continue	75689	7364	16800	33404	15720	2400
<b>Total Axe 2: Formation</b>	<b>293413</b>	<b>28289</b>	<b>90600</b>	<b>115004</b>	<b>40920</b>	<b>18600</b>
Analyse des données du recensement	183116	91558	91558			
Etat civil	206842	8249	91286	30210	36008	41088
Total Population	389958	99807	182844	30210	36008	41088
Conditions de vie des ménages	381914	85440	12218	65447	168625	50184
Méthodologies	74814	26113	8117	11641	16234	12709
Comptes économiques	242033	63697	51824	38570	41450	46490
Statistiques des prix	86008	17074	17072	17074	17714	17074
Commerce extérieur	69564	24812	11177	11177	11177	11221
Balance des paiements	42840	10978	6706	6706	6706	11746
Monnaie, Finances et Assurances	94912	23046	16706	16706	16706	21746
Industrie, Commerce et Services	184172	22787	29400	83810	22610	25565
Transports	95308	71912	2429	2429	5309	13229
Agriculture Elevage, Pêche et Eau	266754	94336	56359	36850	39605	39605
Total statistiques économiques	1081590	328642	191674	213322	161278	186676
Education	286451	50714	68300	78650	41873	46913
Santé	133040	52741	7655	7655	29975	35015
Statistiques de la population active	143874	18594	21474	25842	36642	41322
Habitat	71024	23341	19882	27802		
Total statistiques démographiques et sociales	634390	145391	117311	139949	108490	123250
<b>Total Axe 3: Qualité et Régularité des statistiques</b>	<b>2562666</b>	<b>685392</b>	<b>512164</b>	<b>460568</b>	<b>490634</b>	<b>413906</b>
<b>Total Axe 4: Publication et Diffusion</b>	<b>135851</b>	<b>13328</b>	<b>48470</b>	<b>24684</b>	<b>24684</b>	<b>24684</b>
<b>Total général</b>	<b>3607767</b>	<b>812496</b>	<b>956542</b>	<b>685726</b>	<b>620059</b>	<b>532944</b>

**Annexe 3. Programme de la mission d'évaluation de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) 2011-2015, Djibouti 17 – 22 janvier 2015**

HEURE	STRUCTURE	RESPONSABLE A VISITER	CONTACT
<b>Samedi 17 janvier 2015</b>			
8h30 – 9h00	DISED	Directeur de la DISED ( <i>M. Idriss Ali Soutan</i> )	21351825 / 77840459
9h00 – 9h30	DISED	Commissaire au Plan chargé des Statistiques ( <i>M. Amareh Ali Said</i> )	21345878
9h30– 13h00	DISED	Coordinateur de la SNDS ( <i>M. Konaté Sekou Tidiani</i> )	35 78 76 / 81 33 22
13h00 – 14h00	DISED	Equipe technique de la DISED	
<b>Dimanche 18 janvier 2015</b>			
8h30 – 9h00	DISED	Equipe technique de la DISED	
9h00 – 10h00	DISED	Equipe technique de la DISED	
10h00 – 11h00	Ministère du Budget	Secrétaire Général ( <i>M. Simon Mibrathu</i> )	21325121
11h00 – 12h00	Ministère Agriculture	Les Directeurs	
12h00 – 13h30	SESN	Secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale ( <i>Mme Zahra Youssouf</i> )	21325481
13h30 – 14h50	Direction Economie	Directrice ( <i>Mme Mariam Hamadou</i> )	21352802
<b>Lundi 19 janvier 2015</b>			
8h30 – 9h30	Ministère Education	Secrétaire Général ( <i>M. Aroun Omar Aden</i> )	77811635
10h00 – 11h00	Ministère Agriculture	Les Directeurs	
10h00 – 11h00	Agence nationale de l'Emploi	Directeur Général ( <i>M. Houssein Ismael</i> )	77815150
12h00 – 13h40	Université de Djibouti	Doyen ( <i>M. Hassan Ali BArkad</i> )	77815370
16h00 – 17h00	SCAC	Attaché de Coopération scientifique ( <i>Pr Marc Griesheimer</i> )	21353513
<b>Mardi 20 janvier 2015</b>			
8h00 – 9h00	Banque Centrale	Chef de service supervision bancaire ( <i>M. Malik Garad</i> )	77827230
9h00 – 10h00	Ministère Santé	Directeur des études et de la planification ( <i>M. Mahad Ibrahim</i> )	77863989
11h00 – 12h00	Chambre de Commerce	Secrétaire Générale ( <i>Mme Hibo Osman Ahmed</i> )	21351070
11h00 – 14h00	DISED	Equipe technique de la DISED	
<b>Mercredi 21 janvier 2015</b>			
8h30 – 9h30	Ministère Promotion de la Femme	Secrétaire Générale ( <i>Mme Halo</i> )	77842815 ( <i>Omar Simaneh</i> )
10h00 – 12h00	PNUD & SNU	Représentante résidente & Chefs d'Agences des NU	21351361
13h30 – 14h15	Banque Mondiale	Représentante résidente	
<b>Jeudi 22 janvier 2015</b>			
9h00 – 10h00	AFD	Directeur	
9h00 – 10h00	FMI	Assistant représentant ( <i>M. Mohamed Seif</i> )	77812990
12h00 – 13h00	Primature ( <i>débriefing</i> )	Commissaire au Plan chargé des Statistiques ( <i>M. Amareh Ali Said</i> )	



#### Annexe 4. Liste des personnes rencontrées

N°	Ministère/Organisme / Noms et prénoms	Fonction	Téléphone	Email
	<b>COMMISSARIAT AU PLAN CHARGE DE LA STATISTIQUE</b>			
1.	S.E.M. Amareh Ali Said	Commissaire	+253-21345878 +253-77813536	amareh2001@yahoo.fr
	<b>DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES (DISED)</b>			
2.	M. Idriss Ali Soultan	Directeur de la DISED	+253-21351828 +253-21351825	idrissalison@yahoo.fr
3.	M. Sekou Tidiani Konaté	Expert du PNUD, Conseiller du Directeur de la DISED chargé de la coordination de la SNDS	+253-77813322 +253-21357876	st_konate@yahoo.com
4.	M. Omar Abdoukader Mohamed	Ingénieur Statisticien-économiste, Assistant technique du Directeur de la DISED		
	<b>PRIMATURE</b>			
5.	Dr Chehem Mohamed Watta	Conseiller Technique	+253-77830009	<a href="mailto:chehem_watta@yahoo.fr">chehem_watta@yahoo.fr</a>
6.	M. Hassan Mohamed Kamil	Conseiller Technique	+253-77812964	<a href="mailto:hasskamil@yahoo.fr">hasskamil@yahoo.fr</a>
7.	Mme Kalssouma Ali Ahmed	Conseillère Juridique		<a href="mailto:kalssoumali@gmail.com">kalssoumali@gmail.com</a>
8.	M. Saleban Omar Oudin	Conseiller Technique		
	<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES CHARGE DE L'INDUSTRIE</b>			
9.	Mme Mariam Hamadou Ali	Directrice de l'Economie	+253-21351559	<a href="mailto:mariamhamadou@yahoo.fr">mariamhamadou@yahoo.fr</a>
	<b>MINISTERE DU BUDGET</b>			
10.	M. Simon Mibrathu	Secrétaire général	+253-21325121 +253-77810705	Smibrathu27@gmail.com
11.	M. Almis Mohamed Abdillahi	Directeur de la Dette Publique	+25377811960	amalmis1@yahoo.fr
12.	M. Othman Sadik Ahmed	Directeur du Budget	+25377757063	othmansa@mefip.gouv.dj
	<b>MINISTERE EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			
13.	M. Aroun Omar	Secrétaire Général	+253-77811635	<a href="mailto:diraneh1965@outlook.fr">diraneh1965@outlook.fr</a>
14.	M. Mohamed Sadek	Secrétaire Exécutif	+253-77812578	<a href="mailto:medsadek77@yahoo.com">medsadek77@yahoo.com</a>
15.	M. Hassan Robleh	Conseiller Technique	+253-77819533	
16.	Mme Marwo Omar	Assistante du Secrétaire Général	+253-77855890	<a href="mailto:marwo.omar@gmail.com">marwo.omar@gmail.com</a>
17.	M. Abdourahman Houssein Mahamoud	Chef de Service Statistique	+253-77819935	<a href="mailto:abdourahman_444@yahoo.fr">abdourahman_444@yahoo.fr</a>

N°	Ministère/Organisme / Noms et prénoms	Fonction	Téléphone	Email
18.	M. Souleiman Mahamoud Omar	Directeur de la Planification	+253-77877253	<a href="mailto:soulei_mah@yahoo.fr">soulei_mah@yahoo.fr</a>
	<b>MINISTERE DE LA SANTE</b>			
19.	M. Mahad Ibrahim Hassan	Directeur - Direction des Etudes, de la Planification et de la Coopération Internationale	+253-77863989	<a href="mailto:mahadpinot@hotmail.fr">mahadpinot@hotmail.fr</a>
20.	M. Abdoukader Mohamed Garad	Conseiller Technique - Système National d'Information Sanitaire	+253-77886322	<a href="mailto:garad63@yahoo.fr">garad63@yahoo.fr</a>
21.	Dr Mohamed Mayoub	Conseiller Technique	+253-77858523	<a href="mailto:hmayoub@yahoo.fr">hmayoub@yahoo.fr</a>
22.	M. Abdourahman Ali Soubaneh	Agent - Direction des Etudes, de la Planification et de la Coopération Internationale	+253-77855282	<a href="mailto:soubaneh2@hotmail.fr">soubaneh2@hotmail.fr</a>
23.	M. Adoïta Mohamed Youssouf	Agent - Système National d'Information Sanitaire	+253-77742890	
24.	M. Mohamed Badoul	Agent - Système National d'Information Sanitaire	+253-77855602	<a href="mailto:medbadoul@gmail.com">medbadoul@gmail.com</a>
	<b>MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DU PLANNING FAMILIAL</b>			
25.	Mme Samira Ismail	Directrice Planification et Communication	+253-77872122	<a href="mailto:ministerepromotionfemmedj@gmail.com">ministerepromotionfemmedj@gmail.com</a>
26.	Mme Fozia Ali Osman	Directrice Enfance		<a href="mailto:fozia.ali013@gmail.com">fozia.ali013@gmail.com</a>
27.	M. Ahmed Houmed Mahamadé	Directeur Promotion de la Femme – Suivi & Evaluation		<a href="mailto:amah83@hotmail.fr">amah83@hotmail.fr</a>
28.	M. Mahamoud Hassan Said	Directeur Administratif et Financier	+253-77819108	<a href="mailto:fafougassmhs@yahoo.fr">fafougassmhs@yahoo.fr</a>
29.	M. Omar Simaneh	Sous-Directeur de la Promotion de la Femme	+253-77842815	<a href="mailto:omar.simaneh@yahoo.fr">omar.simaneh@yahoo.fr</a>
	<b>SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA SOLIDARITE NATIONALE</b>			
30.	Mme Zahra Youssouf Kayad	Secrétaire d'Etat	+253-21325481 +253-21325483	Abdogarad@yahoo.fr
31.	Mme Amina Ahmed Warsama	Directrice de la Solidarité	+253-21325489	<a href="mailto:aminaliban8@gmail.com">aminaliban8@gmail.com</a>
32.	M. Ismael Hassan Toukaleh	Coordinateur du PASS	+253-77741581	<a href="mailto:ismaelhat@gmail.com">ismaelhat@gmail.com</a>
	<b>BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI</b>			
33.	M. Malik M. Garad	Chef de Service supervision bancaire	+253-21312012 +253-77827230	
	<b>CHAMBRE DE COMMERCE DE DJIBOUTI</b>			
34.	M. Mohamed Ali Hassan	Secrétaire général adjoint	+253-21351070 +253-21353810	<a href="mailto:ccd@intnet.dj">ccd@intnet.dj</a>
35.	Mme Idil Aden	Directrice Centre de formation	+253-21351070	<a href="mailto:ccd@ccd.dj">ccd@ccd.dj</a>
36.	Mme Cheima Faress	Chargée de mission	+253-21351070	<a href="mailto:ccd@ccd.dj">ccd@ccd.dj</a>

N°	Ministère/Organisme / Noms et prénoms	Fonction	Téléphone	Email
	<b>UNIVERSITE DE DJIBOUTI</b>			
37.	M. Hassan Ali Barkad	Doyen Institut Universitaire de Technologie Industrielle	+253-77815370	<a href="mailto:hassan_ali_barkad@univ-edu.dj">hassan_ali_barkad@univ-edu.dj</a>
38.	M. Mohamed Abdi Khaireh	Chef de Département Statistique	+253-77659627	<a href="mailto:mohamed.abdi.khaireh@gmail.com">mohamed.abdi.khaireh@gmail.com</a>
39.	M. Abdoulkarim Osman Ilmi	Enseignant des Statistiques		<a href="mailto:osmanilmi@hotmail.com">osmanilmi@hotmail.com</a>
40.	M. Sahal Houssein Assoweh	Enseignant des Statistiques	-	<a href="mailto:sahalhoussein@hotmail.com">sahalhoussein@hotmail.com</a>
	<b>AGENCE NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE</b>			
41.	M. Houssein Ismael Aden	Directeur Général	+253-77815150	
42.	Mme Mouna Ahmed	Directrice de la Promotion de l'Emploi et de l'Insertion	+253-21350388	
	<b>FRANCE</b>			
43.	M. Ignace Monkam-Daverat	Directeur Agence française de développement	+253-21352297	<a href="mailto:Monkam-daverat@afd.fr">Monkam-daverat@afd.fr</a>
44.	Pr. Marc Griesheimer	Attaché de coopération scientifique et universitaire	+253-21353513	<a href="mailto:Marc.griesheimer@diplomatie.gouv.fr">Marc.griesheimer@diplomatie.gouv.fr</a>
	<b>FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL</b>			
45.	M. Mohamed Said Seif	Economiste	+253-21358899 +253-77812990	<a href="mailto:Mseif@imf.org">Mseif@imf.org</a>
	<b>BANQUE MONDIALE</b>			
46.	Mme Homa-Zahra Fotouhi	Représentante résidente	+253-21351090 +1-2024593117	<a href="mailto:hfotouhi@worldbank.org">hfotouhi@worldbank.org</a>
47.	M. Moussa Djama Kayad	Extended Term Consultant (ETC) - Procurement	+253-77826690	<a href="mailto:mkayad1@worldbank.org">mkayad1@worldbank.org</a>
	<b>SYSTEME DES NATIONS UNIES (SNU)</b>			
48.	Mme Valérie Cliff	Coordonnatrice résidente su SNU et Représente résidente du PNUD	+253-21353371 +253-21351361	<a href="mailto:valerie.cliff@undp.org">valerie.cliff@undp.org</a>
49.	M. René C. Giraud	Représentant résident adjoint du PNUD	+253-21357567 +253-77135966	<a href="mailto:Rene.giraud@undp.org">Rene.giraud@undp.org</a>
50.	Mme Espérance Ntezukobagira	PAM		
51.	Mme Honorine Sommet-Lange	Représentante résidente du HCR		
52.	Mme Meritxell Relano	Représentante résidente UNICEF	+253-21314119	<a href="mailto:mrelano@unicef.org">mrelano@unicef.org</a>
53.	Mme Emmanuelle Guerne Bleich	Représentante résidente de la FAO		
54.	Mme Houda Langar	Chargée du Bureau OMS		
55.	Mme Aïcha Djama	Assistante du Représentant résident de UNFPA	+253-21352506	<a href="mailto:djama@unfpa.org">djama@unfpa.org</a>

N°	Ministère/Organisme / Noms et prénoms	Fonction	Téléphone	Email
56.	M. Idriss Elmi Youssouf	Coordinateur d'Antenne UNESCO	+253-77811101	idrisyel@yahoo.fr
57.	M. Romaric Nguessan	Chargé du Bureau OIM		
58.	M. Henry Glorieux	Chargé de coordination RCO	+25321353371	henry.glorieux@one.un.org
59.	M. Artan Saïd	Economiste PNUD	+253-77853496	artan.said@undp.org
60.	M. Robleh Saïd	Consultant suivi-évaluation		
61.	M. Abdallah Mohamed Youssouf	Suivi-évaluation	253-77627748	amohamedyoussouf@unicef.org

-

## Annexe 5. Liste des documents remis à - et consultés par - la mission

N°	Titres
1.	Stratégie accélérée de croissance et de promotion de l'emploi (draft)
2.	Stratégie nationale de développement de la statistique, Schéma directeur 2009-2013
3.	Stratégie nationale de la statistique 2011-2015
4.	Loi n°124/AN/11/6èmeL portant organisation de l'activité statistique et l'organisation du système statistique national
5.	Politique nationale de l'emploi 2014-2024
6.	Plan d'action opérationnel 2014-2018 de la Politique nationale de l'emploi
7.	Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle : <b>Plan d'action de l'éducation 2014-2016, janvier 2014</b>
8.	Commissariat au Plan chargé des statistiques, Direction de la Statistique et des Etudes démographiques : <b>Annuaire du commerce extérieur 2014</b>
9.	Commissariat au Plan chargé des statistiques, Direction de la Statistique et des Etudes démographiques : <b>Annuaire statistique 2014</b>
10.	Commissariat au Plan chargé des statistiques, Direction de la Statistique et des Etudes démographiques : <b>Présentation de nouveaux seuils de pauvreté calculés sur la base de l'enquête budget-consommation de 2013</b>
11.	Aide-mémoire de la mission d'AFRISTAT à Djibouti du 5 au 9 novembre 2012
12.	Aide-mémoire de la mission du Secrétariat de PARIS21 et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique du 09 au 11 mars 2009
13.	Aide-mémoire de la mission de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et de l'Ecole nationale supérieure de la statistique et de l'économie appliquée d'Abidjan, du 02 au 07 juin 2009
14.	Aide-mémoire de la mission d'assistance dans l'élaboration de la stratégie nationale de développement de la statistique par M. Marcel Ouattara), Consultant de la Banque africaine de développement, du 13 au 17 juillet 2009
15.	Aide-mémoire de la mission d'évaluation des conditions de mise en œuvre de l'ouverture de la filière des techniciens supérieurs de la statistique à l'université de Djibouti, du 18 au 22 juin 2011.
16.	Rapport de la revue de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS 2011-2015) de Djibouti, par M. Lamine Diop, Consultant de la Banque africaine de développement, mars 2012
17.	Commissariat au Plan chargé des Statistiques, DISED : Rapport de la réunion producteurs - utilisateurs des données statistiques, du 24 au 25 novembre 2013



## **Annexe 6. 10 Principes essentiels pour une bonne SNDS**

**(Source : PARIS21)**

1. Elle est soutenue par les responsables politiques, dirigée et prise en main par le pays.
2. Elle est élaborée à partir d'une approche méthodologique solide.
3. Elle est alignée sur les objectifs politiques et axée sur les résultats et sa qualité répond aux attentes.
4. Elle tient compte de l'existant et des engagements internationaux.
5. Elle s'appuie sur les normes statistiques internationales.
6. Elle couvre le Système Statistique National (SSN) tout entier.
7. Elle fixe un programme intégré de Renforcement des capacités statistiques.
8. Elle est financée comme une priorité par le budget de l'État.
9. Elle sert de cadre de cohérence pour l'assistance extérieure.
10. Elle comporte des mécanismes de suivi, d'évaluation et de reporting.

### **1. Elle est soutenue par les responsables politiques, dirigée et prise en main par le pays**

- La SNDS doit bénéficier du soutien et de l'engagement des responsables politiques et être défendue par de hautes autorités nationales ; cf. RECONNAISSANCE, MANAGEMENT, ENGAGEMENT, PROMOTION.
- Elle doit s'inscrire dans le contexte culturel et institutionnel national, et doit résulter de processus inclusifs et participatifs réellement dirigés et pris en main au niveau national faisant participer l'ensemble des parties prenantes ; cf. ENGAGEMENT et PRÉPARATION.
- Elle doit également résulter d'une démarche de recherche de consensus, tenant compte des besoins et des problèmes identifiés au sein du SSN et favorisant l'engagement et les partenariats, et jalonnée de processus clairs de consultation ; cf. MANAGEMENT, PRÉPARATION.
- Elle doit être reconnue et comprise par les agents du SSN comme un processus visant à améliorer leurs compétences et leurs connaissances en matière de statistiques.

### **2. Elle est élaborée à partir d'une approche méthodologique solide**

- La SNDS doit fournir une évaluation de l'état actuel du SSN (où nous en sommes), comportant une appréciation complète des données statistiques et de la satisfaction des utilisateurs appréciée en fonction de critères reconnus ; cf. ÉTAT DES LIEUX-DIAGNOSTIC.
- Elle doit donner une appréciation du système existant de financement du SSN et des mécanismes existants de soutien des PTF (déclaration de Paris) ; cf. ÉTAT DES LIEUX-DIAGNOSTIC.
- Elle doit présenter une vision pour les statistiques nationales (où nous voulons aller), des stratégies pour réaliser cette vision (comment voulons-nous y parvenir) permettant de remédier aux contraintes institutionnelles et organisationnelles et intégrant l'ensemble des cadres de planification des statistiques, et des indicateurs de performance (comment savons-nous que nous y sommes parvenus) : il ne s'agit pas simplement d'un plan de travail ; cf. PROJECTION VERS L'AVENIR, IDENTIFICATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES, ÉLABORATION DE PLANS D'ACTION.
- Elle doit comporter des sous-stratégies pour le leadership et le management, la gestion financière, la promotion, les ressources humaines, la communication, les infrastructures, les processus statistiques de production et leurs produits, l'archivage et l'accès aux données et leur diffusion. cf. IDENTIFICATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES.

### **3. Elle est alignée sur les objectifs politiques et axée sur les résultats et sa qualité répond aux attentes**

- La SNDS doit être centrée sur la demande et de compréhension aisée, répondre aux besoins et aux priorités en termes d'informations permettant aux gouvernements de mener des politiques axées sur les résultats, et pouvant être analysées par tous ; cf. ÉTAT DES LIEUX-DIAGNOSTIC.
- Elle doit être alignée sur la politique de développement nationale, notamment en ce qui concerne l'élaboration, la surveillance et l'évaluation des plans nationaux de développement, des politiques sectorielles, ainsi que l'évaluation des progrès accomplis en vue de la réalisation d'objectifs internationaux et régionaux retenus ; cf. ÉTAT DES LIEUX-DIAGNOSTIC.
- Son élaboration doit se fonder sur des principes de gestion axée sur les résultats et, lors de sa mise en œuvre, faire usage d'indicateurs de performance (ex. : fourniture d'informations statistiques, efficience, satisfaction des utilisateurs, gouvernance, soutien aux politiques nationales, confidentialité) et d'un plan de reporting, de surveillance et d'évaluation de la performance ; cf. MANAGEMENT, SUIVI & EVALUATION, REPORTING, MISE EN ŒUVRE.

- Elle doit constituer une plate-forme pour le développement durable à long terme des statistiques tout en répondant aux besoins immédiats en données statistiques pour suivre les progrès en matière de développement ; cf. PROJECTION VERS L'AVENIR, IDENTIFICATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES.
- Elle doit viser la fourniture des statistiques de qualité (c'est-à-dire, «répondant aux attentes») (avec pertinence, précision, actualité, indépendance), afin d'éclairer la prise de décision.

#### **4. Elle tient compte de l'existant et des engagements internationaux**

- La SNDS doit respecter l'ensemble des législations ou réglementations en vigueur, et recommander des changements le cas échéant ; cf. ÉTAT DES LIEUX-DIAGNOSTIC.
- Elle doit maintenir la production de statistiques et les procédures en cours, bâtissant à partir des activités et les processus existants (durant les phases d'élaboration et de mise en œuvre) ; cf. MANAGEMENT.
- Elle doit prendre en compte l'environnement régional, les engagements internationaux et les programmes de développement en cours ; cf. ÉTAT DES LIEUX-DIAGNOSTIC.
- Elle doit tirer parti de l'expérience acquise par d'autres pays.

#### **5. Elle s'appuie sur les normes statistiques internationales**

- La SNDS doit respecter les valeurs et les principes décrits dans les Principes fondamentaux de la statistique officielle élaborés par l'ONU pour produire des statistiques utiles et de qualité méritant la confiance des utilisateurs de ces données.
- Elle doit s'appuyer sur les normes, les recommandations et l'expérience internationales pour capitaliser le savoir-faire mondial et assurer la cohérence entre pays.
- Elle ne doit pas être normative, mais doit conduire à un changement significatif en fonction de la situation du SSN constatée au départ du processus.

#### **6. Elle couvre le SSN tout entier**

- Le SNDS doit couvrir le Système Statistique National (SSN) tout entier, depuis la collecte des données, leur analyse, leur diffusion et jusqu'à leur utilisation, depuis les recensements, les enquêtes et les systèmes administratifs, ainsi que les mécanismes de coordination et de consultation (reconnaissant par là que la mise en œuvre puisse être accomplie par étapes).
- Le SNDS doit permettre une intégration appropriée de la production des statistiques sectorielles.

#### **7. Elle fixe un programme intégré et réaliste de renforcement des capacités statistiques**

- La SNSD doit fixer un programme intégré de renforcement des capacités statistiques qui permette de : 1) augmenter les capacités de mise en œuvre et d'adaptation de la stratégie ; 2) transformer les statistiques en informations par le biais de l'analyse, la diffusion, la publicité et l'éducation des utilisateurs ; cf. IDENTIFICATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES, ÉLABORATION DE PLANS D'ACTION.
- La SNDS doit prévoir un calendrier rationnel des tâches classées par ordre de priorité (tous les combats ne peuvent pas être menés de front) ; elle doit prévoir un cadre pour les plans (annuels) de mise en œuvre ; elle doit gérer les ressources de manière réaliste et pragmatique (ce qui implique la hiérarchisation, l'étalement dans le temps, l'efficacité, en consistant par exemple à examiner d'autres possibilités de collecte des données telles que les sources administratives et les enquêtes par sondage) et être suffisamment souple pour s'adapter aux changements de priorités, aux nouveaux besoins d'informations et aux enseignements tirés. cf. ÉLABORATION DE PLANS D'ACTION.

#### **8. Elle est financée comme une priorité par le budget de l'État**

- La SNSD doit viser le développement de la statistique comme bien public financé par le budget de l'État et complétée (le cas échéant) par un soutien international. cf. MANAGEMENT, BUDGÉTISATION-FINANCEMENT.

#### **9. Elle sert de cadre de cohérence pour l'assistance extérieure**

- La SNSD doit servir de cadre de cohérence pour l'assistance internationale et bilatérale à la statistique, et à éviter des systèmes parallèles de suivi et d'évaluation découlant des programmes des donateurs. cf. MANAGEMENT, BUDGÉTISATION-FINANCEMENT.

#### **10. Elle comporte des mécanismes de suivi, d'évaluation et de reporting**

- La SNSD doit comporter des mécanismes efficaces de suivi, d'évaluation et de reporting de sa mise en œuvre. cf. SUIVI, ÉVALUATION ET REPORTING